Initiative populaire fédérale "pour moins de dépenses militaires et davantage de politique de paix"

Aboutissement

La Chancellerie fédérale suisse,

vu les articles 68, 69, 71 et 72 de la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques; vu le rapport du Service juridique de la Chancellerie fédérale du 22 décembre 1992 sur la vérification des listes de signatures déposées le 24 septembre 1992 à l'appui de l'initiative populaire fédérale "pour moins de dépenses militaires et davantage de politique de paix" 2,

décide:

- 1. Présentée sous la forme d'un projet rédigé de toutes pièces, l'initiative populaire fédérale "pour moins de dépenses militaires et davantage de politique de paix" (adjonction d'un nouvel art. 20 aux dispositions transitoires de la constitution fédérale) a abouti, les 100'000 signatures valables exigées par l'article 121, 2^e alinéa, de la constitution ayant été recueillies.
- Sur 107'459 signatures déposées, 105'680 sont valables.
- 3. La présente décision sera publiée dans la Feuille fédérale et communiquée au comité d'initiative, Parti socialiste suisse, Monsieur André Daguet, secrétaire central, Pavillonweg 3, case postale, 3001 Berne.

24 décembre 1992

CHANCELLERIE FÉDÉRALE SUISSE: Le chancelier de la Confédération,

e.r. Hanna Muralt Müller

¹ RS 161.1 ² FF 1991 II 443

Initiative populaire fédérale "pour moins de dépenses militaires et davantage de politique de paix"

Signatures par cantons

Cantons	Signatures		
	valables	non valables	
Zurich Berne Lucerne Uri Schwyz Unterwald-le-Haut Unterwald-le Bas Glaris Zoug Fribourg Soleure Bâle-Ville Bâle-Campagne Schaffhouse Appenzell RhExt Appenzell RhInt Saint-Gall Grisons Argovie Thurgovie Tessin Vaud Valais Neuchâtel Genève Jura	22'010 3'988 135 860 128 315 279 789 2'891 3'514 7'898 5'121 1'632 662 60 3'552 1'621 5'166 1'210 2'725 5'608 2'100 1'988 10'139	299 323 30 1 13 13 4 8 11 30 22 141 101 8 9 0 131 26 136 6 232 52 32 26 128 9	
Suisse	105'680	1'779	

Initiative populaire fédérale "pour moins de dépenses militaires et davantage de politique de paix"

L'initiative populaire a la teneur suivante:

La constitution fédérale est complétée comme il suit:

Dispositions transitoires art. 20 (nouveau)

La Confédération réduit annuellement les crédits alloués en faveur de la défense nationale de dix pour cent au moins par rapport au budget de l'année précédente jusqu'à ce que les dépenses militaires soient réduites de moitié au moins par rapport au compte de l'année précédant la première réduction. Le renchérissement est compensé.

²Sur les montants ainsi économisés sont affectés:

- au moins un tiers à des efforts supplémentaires en matière de politique de paix sur le plan international (protection du cadre de vie, coopération au développement, prévention des conflits);
- b. au moins un autre tiers à des efforts supplémentaires dans le domaine de la sécurité sociale en Suisse.

³La Confédération encourage la reconversion au secteur civil des entreprises et des administrations touchées par le processus de désarmement. Elle prend des mesures en particulier en faveur:

- a. des salariées et des salariés touchés par ce processus;
- b. des régions touchées par ce processus.

⁴La Confédération encourage et soutient, sur les plans suisse, européen et mondial, des institutions et des mesures servant à la prévention des conflits, à leur règlement pacifique, au désarmement et à la sécurité collective.

35676

Publications des départements et des offices de la Confédération

In Bundesblatt
Dans Feuille fédérale

In Foglio federale

Jahr 1993

Année Anno

Band 1

Volume Volume

Heft 02

Cahier Numero

Geschäftsnummer ___

Numéro d'affaire Numero dell'oggetto

Datum 19.01.1993

Date Data

Seite 77-86

Page Pagina

Ref. No 10 107 229

Das Dokument wurde durch das Schweizerische Bundesarchiv digitalisiert.

Le document a été digitalisé par les. Archives Fédérales Suisses.

Il documento è stato digitalizzato dell'Archivio federale svizzero.